

Georges Tron : « Le Conseil général commet une grave erreur »

Entretien avec Georges Tron, député-maire (UMP) de Draveil. Investi dans le dossier des nuisances aériennes générées par la proximité de l'aéroport d'Orly, l'élu essonnien critique sévèrement la démarche du Conseil général de l'Essonne.

Le Républicain : que pensez-vous de l'initiative du Conseil général de l'Essonne de reprendre en main le dossier de l'avenir de l'aéroport d'Orly (lire ci-contre) et de ses nuisances aériennes ?

- Georges Tron : Le Conseil général vient de commettre, à mon sens, une faute très lourde de conséquences. Cette erreur est révélatrice d'une méconnaissance assez importante du dossier des avions et révèle un profond mépris pour l'engagement des Essonnien(ne)s et de ses parlementaires. Cette malheureuse initiative ruine tous les efforts entrepris pour faire avancer le dossier des nuisances aériennes.

- Pour quelles raisons ?
- La faute est lourde, car nous étions en pleine discussion, à un rythme presque mensuel, avec le ministre des Transports. Et dans le cadre de ces rencontres, on obtenait des résultats. Deux exemples. Ce sont bien des parlementaires comme Nicolas Dupont-Aignan, Laurent Bêteille et moi-même qui avons obtenu en février dernier la suspension du projet de création d'un cinquième point de sortie pour les avions venant d'Orly et de Roissy, au sud de l'Île-de-France. Un projet que le ministre lui-même ignorait et que nous lui avons révélé. Autre exemple : le lendemain de l'accident du terminal 2E à Roissy, nous avons obtenu du ministre qu'il n'y ait pas de transferts de vols d'avions gros-porteurs sur Orly, comme Aéroport de Paris



Georges Tron, député-maire (UMP) de Draveil : « Le projet du Conseil général traduit sa méconnaissance du dossier. L'urgence n'est pas de faire d'Orly un pôle européen, mais un aéroport le moins bruyant possible. »

reclamait. Et savez-vous ce qui s'est passé mardi dernier ? On participait à un groupe de travail "œcuménique", rassemblant la DGAC [Direction générale de l'aviation civile], les élus et les associations. En pleine discussion sur le problème des décollages face à l'est, voilà que nos interlocuteurs de la DGAC nous lancent : « Mais pourquoi cherchez-vous à restreindre les nuisances, quand il y a chez vous des élus qui demandent l'activation d'Orly et plus d'avions ? » Au moment précis où nous touchions au but, le Conseil général nous prend totalement à contre-pied ! Et pourquoi ? Pour des raisons de rentrées fiscales ! - Vous dites que le Conseil général méconnaît le dossier. Il a quand même financé des études avec le Val-de-Marne...

- Je ne le dis pas, je l'affirme. Il faut savoir que le ministère des Transports planche depuis cinq mois sur le projet de faire de Roissy un pôle de référence et Orly, un aéroport secondaire. Donc de le sacrifier en termes de couloirs aériens. Imaginez un grand vase, très évasé, au-dessus de l'Île-de-France. À l'intérieur, tous les vols qui desservent Roissy, avec de la place pour décoller et atterrir très haut. À l'extérieur, rejetés à des altitudes plus basses, les vols pour Orly. Ce type de schéma est en place à Frankfort, Londres, Atlanta et risque d'arriver en France. C'est la raison pour laquelle l'administration aérienne avait tenté de transférer cet hiver ses contrôleurs aériens d'Athis-Mons vers Roissy, avec la grève qui s'en était suivie. Ce projet de tout miser sur

Roissy, voilà la vraie menace pour la qualité de vie des Essonnien(ne)s. Il faut déjà le combattre avant de vouloir faire d'Orly une plate-forme aéroportuaire européenne, comme le rêve Thierry Mandon.

- Thierry Mandon a tout de même fédéré un tissu d'associations de riverains autour de sa démarche, non ?

- Quelques unes, mais elles ne sont pas nombreuses. J'insiste : à aucun moment, les élus locaux qui ont travaillé sur le dossier des nuisances, quelles que soient leurs étiquettes politiques, n'ont été informés de la démarche du Conseil général. Cela relève du mépris de la démocratie. C'est la décision d'un homme seul qui a vendu son idée au Conseil général. Même certains élus de gauche ont été surpris d'être placés devant le fait accompli. C'est aussi une erreur politique !

- A force de vouloir brider l'aéroport d'Orly au nom de l'environnement, n'en oubliez-vous pas que l'aéroport d'Orly est sur le déclin ? Ne sciez-vous pas la branche sur laquelle vous êtes assise ?

- On ne scie pas une branche sur laquelle on est assis, car cette branche est déjà branlante. En termes de taxe professionnelle, depuis le démantèlement ou la fermeture de compagnies aériennes, l'aéroport génère deux à trois millions d'euros de taxe professionnelle de moins pour le Département. C'est un fait dont il faut prendre acte. Or, pour quelques centaines de milliers d'euros supplémentaires, le Conseil général voudrait mettre plus d'avions et sacrifier l'environnement des riverains. C'est un choix entre un intérêt financier à court terme et la santé publique sur le long terme. En ce qui me concerne, mon choix est clair : c'est la santé publique.

Propos recueillis par Stéphane Piraud
• Lire la suite de l'interview en page 18

- Le Républicain : Les investitures pour les élections sénatoriales du 26 septembre ont été annoncées à l'UMP et Serge Dassault dirigera la liste pour l'Essonne. Pourquoi ce choix ?

- Georges Tron : Les élections sénatoriales s'effectuent au suffrage indirect. Les grands électeurs sont un peu moins de 3 000 dans le département, c'est donc un scrutin beaucoup plus sélectif qu'il n'y paraît. Serge Dassault nous a paru le plus à même de diriger notre liste. C'est un élu local confirmé, maire depuis neuf ans de la deuxième ville du département, Corbeil-Essonnes, et conseiller général depuis seize ans. Il a une expérience du fonctionnement des collectivités locales et territoriales et du monde des entreprises, bien plus importante que beaucoup d'autres. Enfin, s'il a pris l'engagement de ne pas se représenter pour un second mandat dans six ans, Serge Dassault, c'est aujourd'hui un nom, une réputation et un atout dont l'UMP en Essonne ne peut se passer.

- Comment comptez-vous gérer les listes dissidentes ?

- Chacun doit prendre ses responsabilités. La liste UMP peut gagner trois sièges si elle est la seule à droite. Avec la parité, c'est Brigitte Giraudeau, adjointe au maire d'Etampes, qui prendra la deuxième place. Pour la troisième place, éligible je le rappelle, nous gardons la porte ouverte à Laurent Bêteille, que je connais bien, sénateur sortant, et maire de Brunoy. Concernant Pierre-André Wiltzer, sa sortie du gouvernement a provoqué une amertume bien compréhensible. Toutefois, bien qu'il se soit déclaré candidat, je pense que nous allons trouver une solution. Le souci de son propre avenir professionnel et sa volonté de garder une droite homogène, me laissent penser que nous pourrions compter sur lui pour soutenir la liste UMP.

- Restent l'UDF, mais aussi le retour de Xavier Dugoin ?

- Sur le plan local comme sur le plan national, l'UDF aurait intérêt à faire liste commune avec nous, si elle souhaite que la droite essonnoise conserve un maximum de sièges au Sénat. Le 2^e tour des élections régionales a montré qu'il vaut mieux être uni que divisé. Au mois de septembre, il n'y aura qu'un tour. Quant à Xavier Dugoin, il n'a rien à perdre. Il n'appartient plus à aucun parti, mais je ne désespère pas qu'il abandonne pour ne pas rajouter à la division.

- L'UMP en Essonne a connu un passage difficile après les élections régionales et cantonales. Vos tensions avec Franck Marlin (ndlr : député maire d'Étampes et conseiller général de Méréville) sont-elles toujours d'actualité ?

- Je suis secrétaire départemental de l'UMP. Mon rôle est d'être le garant des statuts et des règles de notre parti. Tous ceux qui ne les respectent pas doivent savoir qu'ils en subiront les conséquences. Je n'avais rien de personnel contre Franck Marlin, mais face à des candidatures dissidentes, il fallait prendre ses responsabilités et donc des décisions difficiles. Aujourd'hui, les problèmes sont derrière nous, et j'ai bon espoir que Franck Marlin dissolve son groupe URE au Conseil général.

- Le Conseil général justement. L'UMP n'a pas réussi à reprendre la majorité aux dernières élections, mais ses élus se disent d'ores et déjà en ordre de bataille pour 2007. En tant que responsable départemental, comment comptez-vous préparer les futures échéances des cantonales, mais également des municipales ?

- Nous avons connu de bons résultats aux municipales de 2001. Les derniers scrutins ont toutefois démontré qu'il faudra être vigilant et soucieux de l'avenir. A Massy, les échecs successifs de Vincent Delahaye aux élections législatives en 2002 et cantonales en 2004 doivent le faire réfléchir sur la stratégie à tenir. Dans d'autres villes, il faudra se préoccuper des problèmes de succession.

- L'UMP doit élire en novembre son prochain président. Qui soutiendrez-vous ?

- J'attends pour me prononcer que tous les candidats soient déclarés, ce qui n'est pas le cas actuellement. Seuls trois candidats le sont [Ndlr : Nicolas Dupont-Aignan, Rachid Kaci et Christine Boutin] et je ne les soutiens pas. Mais j'attends du prochain président qu'il respecte l'esprit qui a prévalu lors de la création de notre mouvement en 2002.

Propos recueillis par Philippe Valli